

## Sommet UE-Afrique: les menaces britanniques ont servi la cause de Mugabe

**HARARE (AFP) - La tentative britannique d'exclure le président zimbabwéen Robert Mugabe du prochain sommet Europe-Afrique a produit l'effet contraire, le chef d'Etat ayant utilisé ces menaces pour rallier le soutien de ses pairs africains, estiment des analystes.**



Le président du Zimbabwe Robert Mugabe, le 8 octobre 2007 à Harare (© AFP/Archives - Desmond Kwande)

Le Portugal, qui préside actuellement l'Union européenne (UE), a annoncé mercredi soir que le Zimbabwe serait invité à ce sommet, les 8 et 9 décembre à Lisbonne, et que le pays pourrait choisir sa délégation.

Pourtant, le Premier ministre britannique Gordon Brown, qui juge Mugabe infréquentable, a menacé à plusieurs reprises de boycotter l'événement si le dirigeant s'y rendait.

"Gordon Brown a peut-être raison quand il soulève les problèmes de l'absence de droits et de la répression d'Etat au Zimbabwe, mais le calendrier et la méthodologie étaient mauvais", a déclaré Takura Zhandzha, un analyste politique indépendant d'Harare. "Quand un leader occidental fait un tel commentaire sur un Etat africain, cela a forcément des retombées", juge-t-il.

Les dirigeants africains, qui ne sont pourtant pas tous de chauds partisans du président Mugabe, ont en effet serré les coudes autour de lui.

Le président zambien, Levy Mwanawasa, qui avait comparé la crise au Zimbabwe -- où l'inflation bat des records mondiaux à plus de 8.000% -- au "nauffrage du Titanic" en début d'année, a été parmi les premiers à menacer de boycotter le sommet si Mugabe n'était pas invité.

Parallèlement, le gouvernement sud-africain déclarait que ce n'était pas à l'Europe "de déterminer qui participe à la délégation africaine".

"C'est malheureux que Gordon Brown ait retenu cette approche, parce qu'elle alimente la rhétorique de Mugabe contre le Royaume-Uni", a regretté Chris Maroleng,

analyste à l'Institut des Etudes de Sécurité à Pretoria.

Mugabe "utilise toujours ces opportunités pour évoquer ce qui, selon lui, est une tentative de changement de régime soutenue par l'Occident", ajoute-t-il.

Le prédécesseur de Brown, Tony Blair, qui avait régulièrement lancé des attaques contre le plus vieux dirigeant d'Afrique, 83 ans, semblait avoir compris, à la fin de son mandat, que cette stratégie était contre-productive.

Lors d'un voyage d'adieu en Afrique en juin, Tony Blair s'était abstenu de formuler de nouvelles critiques et avait dit soutenir le processus de médiation entre l'opposition et le pouvoir zimbabwéen, conduit sous l'égide du président sud-africain Thabo Mbeki.

La chancelière allemande Angela Merkel, en visite dernièrement dans la région, a pour sa part estimé qu'il fallait inviter Mugabe et se servir de sa présence pour "soulever toutes les critiques" sur "le désastre" au Zimbabwe.

"C'est bien que Mugabe participe au sommet si l'intention est de le confronter à ses violations des règles de droit et à son manque de bonne gouvernance au Zimbabwe", a commenté l'analyste politique Takavafira Zhou, d'une université d'Harare. "Mais la tendance parmi les responsables africains est à sympathiser avec Mugabe au nom du panafricanisme et Mugabe peut en tirer profit", constate-t-il.

Pour Augustine Timbe, qui publie une colonne occasionnelle dans le journal Chronicle, contrôlé par le gouvernement, l'invitation "représente une victoire diplomatique pour le Zimbabwe et une leçon pour Gordon Brown. Employer les tactiques de Blair et essayer d'impliquer l'UE dans un conflit purement bilatéral ne fonctionne pas."

"Après moins de 200 jours au pouvoir, Brown réalise que la politique mondiale est plus compliquée qu'il pensait, dit l'analyste. Mais il n'est pas trop tard pour lui pour comprendre son erreur et essayer un nouveau chemin pour développer une meilleure relation avec le Zimbabwe."